Numéro 30
Mercredi
14 novembre 1979
Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Michel Rocard : la mort du plan ? • Assemblée : la guéguerre majoritaire se poursuit • Chômage : léger mieux avant un gros pire • Ambroise Roux veut-il se débarrasser d'Alsthom ? • Iran : vers un procès public du Shah • Bucarest commente la rencontre Ceaucescu-Mitterrand • Police : insécurité budgétaire • Mots croisés avec Francis Ampe

La guéguerre du budget dans la majorité

Sans honneur et sans gloire

La guéguerre du budget va donc se terminer samedi. Par un armistice. Sans honneur pour les deux fractions de la majorité. Sans gloire pour Giscard.

Cette fois encore, l'U.d.f et le R.p.r n'auront pas été capables de décider. Ni de se réconcilier. Ni de se séparer. Ils continueront donc de faire ménage, comme ces vieux couples qui se haïssent, mais se supportent. Par habitude et par intérêt. Ce couple là est condamné à durer 18 mois encore. Monsieur d'Estaing le sait bien. Donc les jeux auxquels se livrent ses députés captifs, n'ont guère de quoi l'inquiéter.

Certes, il serait mieux pour son image et son repos que la loi de finances fût votée par l'Assemblée, plutôt que d'être réputée adoptée sans vote. Comme cela va probablement se passer.

Qui perdra la face ?

Le groupe R.p.r devait à nouveau examiner, mardi après-midi, quelle conduite tenir. Cela ne fait jamais que trois semaines qu'il danse ce tango-hésitation. Et le temps des marchandages n'est pas encore révolu.

Des deux côtés, on s'amuse à se faire peur, mais on ne veut pas se faire mal. Chirac ne veut pas censurer le gouvernement, et Giscard ne veut pas dissoudre l'Assemblée. On est donc bien assuré qu'il ne peut rien arriver. Il s'agit seulement de savoir qui perdra la face. Mais personne ne veut perdre sa place.

Après avoir déjà trahi les règles en faisant discuter l'Assemblée des dépenses, sans avoir obtenu le vote des recettes, Monsieur Barre s'est montré plus gros que grand ; il aimerait donc bien sans doute, ne pas rapetisser encore en recourant à la procédure de la question de confiance. Là, naturellement, il est sûr de son coup, puisqu'en engageant la responsabilité de son gouvernement, il esquive le vote. En ce cas l'opposition déposera une motion de censure, mais elle sera seule à la voter.

Le maire de Paris l'a répété hier encore : «se démarquer, oui ... ouvrir une crise, non...». Les chiraquiens ont donc tout intérêt à ce que les choses se passent selon ce scénario. Ils auraient ainsi donné au gouvernement un avertissement sans frais, et pourraient se prévaloir devant leurs électeurs de n'avoir pas approuvé sa politique.

C'est bien pourquoi Monsieur Barre ne tient pas à leur faire ce cadeau. Mais il lui faudrait alors avoir le courage de recourir à l'autre procédure : celle du vote bloqué de la loi de finances, dans sa forme initiale. Seulement, il y a là un risque : celui que le R.p.r, à son tour, ait le courage de refuser ses voix à un texte qu'il a condamné et combattu.

Cependant, de part et d'autre le risque est faible, car le courage est mince. Comme on dit dans les banlieues, mince comme la retraite des vieux.

Georges Fillioud

épingle

«*La cohésion de la majorité est particulièrement nécessaire*».

Olivier Guichard, lundi sur France Inter.

Evolution de l'emploi

Plus dure sera la chute

Il faut se dépêcher de se réjouir : pour le deuxième mois consécutif, la situation de l'emploi paraît ne pas s'être dégradée au cours du mois d'octobre. Les «subventions» données aux emplois factices du «pacte national» sont pour une large part à l'origine de cette évolution. Celle-ci traduit cependant un niveau d'activité économique meilleur cet automne que ne le prévoyaient les experts officiels.

Mais malheureusement, plus dure sera la chute. C'est ce que doit annoncer, avec maintes circonvolutions, le ministre de l'Economie René Monory, lors d'un prochain Conseil des ministre. Le gouvernement s'est, semble-t-il, enfin décidé à reconnaître ce qu'avant lui ont déjà annoncé des organisations internationales comme l'O.c.d.e ou la commission de Bruxelles ou des instituts de conjoncture indépendants (en principe du moins) comme le B.i.p.e : à savoir que l'année 1980 risque d'être pire que 1975.

On grignote l'épargne.

La «bonne surprise» de l'automne s'explique du fait que les ménages ont commencé à tirer sur leurs épargnes pour continuer à consommer. Les résultats médiocres des caisses d'épargne en apportent le témoignage. Or ce début de désépargne indique clairement que la situation financière des salariés a d'ores et déjà commencé à se dégrader et que, donc, la consommation intérieure ne soutiendra pas l'activité l'an prochain comme ce fut le cas en 1975.

Il faut donc s'attendre au pire pour l'activité et bien sûr pour l'emploi.

Généralement, lorsqu'on s'attend à une tempête, on élève des digues, on rejoint le port le plus proche, on se met à l'abri. Transposée sur le plan économique la métaphore voudrait que le gouvernement se préoccupe dès à présent de l'inéluctable montée du chômage.

Et en ce sens il est moins admissible que jamais que le C.n.p.f continue à s'opposer à la réduction de la durée du travail. Opposition que la C.g.c et la C.f.d.t viennent d'ailleurs de condamner en commun.

Il est hors de doute que les discussions en cours patronat-syndicats sur ce thème n'aboutiront pas et que donc la balle va revenir dans le camp du gouvernement. A charge pour le nouveau ministre du Travail, Jean Matteoli, de la relancer en préparant un projet de loi. Compte tenu

(suite en page 4)

POSITIONS

La mort du plan ?

par Michel Rocard

Député des Yvelines, rapporteur spécial du budget du Commissariat général du Plan, Michel Rocard est en convalescence à la suite de la nouvelle intervention chirurgicale qu'il a du subir à la mi-octobre. Michel Rocard ne pourra présenter son rapport à la tribune et sera remplacé par Maurice Pourchon, député du Puy-de-Dôme.

André Boulloche, qui fut longtemps le rapporteur spécial des crédits du Commissariat général du Plan, avait coutume de dire qu'il n'y aurait aucun sens à désigner un rapporteur spécial «pour éclairer l'Assemblée sur 0,10% des crédits, si celuici ne se fixait pour mission (...) le contrôle de l'exécution du Plan lui-même».

L'évolution de la planification montre en fait que la signification que l'on peut accorder au contrôle de l'exécution du Plan disparaît progressivement, puisque c'est l'existence même du Plan que la politique du pouvoir met en cause.

Comparer les prévisions du VII[e] Plan avec les résultats de l'action gouvernementale, qu'il s'agisse de l'emploi, de la maîtrise de l'inflation, des échanges extérieurs, de la croissance, de l'équilibre des finances publiques, ne correspond plus à rien puisque le gouvernement a abandonné, ouvertement depuis le vote du rapport d'adaptation du Plan en novembre dernier, toute référence aux objectifs initiaux du VII[e] Plan.

En fait, cet abandon s'accompagne d'une déplanification accélérée de l'économie française, exprimée le 13 juin dernier par Raymond Barre lui-même lorsqu'il présentait à l'Assemblée nationale le rapport sur les options du VIII[e] Plan. Du Plan, il a surtout donné une définition négative : refus d'afficher une projection centrale normative, avec des objectifs chiffrés, limitation des engagements publics aux seuls programmes d'action prioritaire (P.a.p) qui ne représentent qu'une part réduite du budget général de l'Etat, absence de relations définies entre l'action gouvernementale quotidienne et le «projet de développement économique et social» à moyen terme qu'est censé être le Plan, au moins dans les mots.

Peau de chagrin

Il ne reste plus du Plan qu'une collection d'études, qui en restent au niveau de la réflexion et qui ne débouchent sur aucune décision, et de surcroît, l'on peut constater une dégradation de la situation budgétaire des organismes de planification :

— le budget de l'Etat progresse de 15,6%, celui du Commissariat général du Plan ne croît que de 11,2%,

— l'augmentation des crédits d'études couvre à peine les besoins qui seront occasionnés par la préparation du VIII[e] Plan, elle se fait au détriment des conditions de travail,

— la cohérence entre les divers organismes d'études n'est aucunement assurée et le contrôle du Parlement sur les études économiques (leur coût et leurs orientations) est rendu impossible par la dispersion des affectations budgétaires,

— au moment où le gouvernement insiste tant sur le caractère aléatoire de la situation économique internationale, les crédits d'études du C.e.p.i.i (Centre d'études propsectives et d'informations internationales) diminuent de 24%.

Jusqu'au VI[e] Plan, la planification française passait pour exprimer des choix à défaut d'exprimer une volonté. Ce n'est même plus le cas. Le gouvernement met en avant aujourd'hui les missions d'études et de prévision de la planification sans en assurer les moyens.

Rarement pourtant le besoin d'un Plan aura été autant ressenti par tous les acteurs économiques et sociaux, par les responsables politiques. Un véritable Plan, qui soit la somme des diagnostics des évolutions probables et d'une volonté accompagnée de moyens pour traduire la marque d'un choix collectif que la collectivité nationale entend imprimer à l'avenir.

La Commission des finances a adopté quatre observations proposées par le rapporteur spécial. Les députés de la majorité auront-ils le courage de la cohérence, entre leurs observations et leur vote ?

Police et insécurité

par Philippe Marchand
Député des Charentes-Maritimes

Début de cette année : des milliers de policiers descendent dans la rue pour clamer leur mécontentement, de la Bastille à Notre-Dame. Récemment à Biarritz, les commissaires, en proie au même malaise, s'interrogent sur leur place dans la nation.

Christian Bonnet pour les rassurer, n'hésite pas à citer Jaurès « Il n'y a de classe dirigeante, que courageuse». Quelle audace ! Quel mépris ! Comment oser parler de courage quand le gouvernement a toujours refusé aux syndicalistes et aux socialistes qui le réclament un débat parlementaire sur la sécurité des français et l'organisation de leur police.

Le budget de 1980 n'est que la continuation d'une mauvaise politique routinière : stagnation des effectifs mal répartis, création de postes d'inspecteurs mais suppressions de postes d'enquêteurs, aucun plan d'intégration des vacataires, matériel inadapté. Beaucoup trop de commissariats attendent leur étatisation.

Pire encore, le service public est attaqué, par des tentatives de privatisation, des directives sont données ici ou là pour que l'entretien du matériel soit confié au privé.

Ces conditions de travail sont inacceptables. Congés et cycles de travail non respectés, service social dérisoire, locaux insalubres, politique de logement quasi inexistante.

Comment s'étonner des bavures ? Pour les gardiens, la formation permanente est



Photo A.F.P.

absente et celle de départ (6 mois) squelettique.

Le policier bon à tout faire de l'administration, aspirant à sortir de son rôle purement répressif, se sent souvent humilié, attendant en vain la parité promise avec la gendarmerie.

Les femmes sont cantonnées dans des tâches administratives. Comme nous l'avons proposé, elles devraient accéder en grand nombre à toutes les responsabilités. Plus grave encore : le prélèvement d'effectifs là où ils manquent pour créer des unités spécialisées comme la compagnie centrale de sécurité du métro, qui chasse le jeune et l'immigré.

La police économique, en revanche, a disparu en même temps que les prix se libéraient.

Répression ou prévention ?

Oui, le pouvoir veut une police plus à son service qu'à celui des citoyens. Oui, le maintien de l'ordre est privilégié. Oui, nous sommes convaincus que le combat pour plus de sécurité, ne passe pas uniquement par une augmentation d'effectifs ou un effort budgétaire.

Le capitalisme, parce qu'il porte en lui la violence et l'injustice, est source première de délinquance et d'insécurité.

La sécurité s'instaurera en organisant une police d'abord préventive ouverte à la vie, œuvrant en confiance avec la population. Elle s'instaurera surtout par la victoire sur l'inégalité, le chômage, l'organisation du temps de travail et de celui des loisirs.

En attendant, la psychose de l'insécurité se développe, même dans les rangs de la police, les vigiles privés se multiplient, les délégués de Monsieur Romeiro et ses fascistes de l'auto-défense s'installent dans les départements. Ce ne sont pas eux qui risquent de nous rassurer !

RIPOSTE
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils,
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC FRANCIS AMPE

Le bureau de Francis Ampe à la mairie de Chambéry ressemble plus à une salle d'études qu'au classique bureau d'un premier magistrat municipal. Le maire du chef lieu de la Savoie a 35 ans. Ingénieur centralien, il est le neuvième d'une famille de douze enfants ; son père était artisan.

Francis Ampe a été réélu, au congrès d'Arras, membre du bureau de la F.n.e.s.r. Il passe volontiers pour un élu non - conformiste : «Au début les gens me le reprochaient. Maintenant ils pensent que mon style est sincère. J'ai essayé de rester moi-même, de rompre la distance entre l'élu et la population».

— Qu'est-ce qui t'a amené à la fonction que tu occupes ?

«J'ai été fortement marqué par le syndicalisme étudiant à l'U.n.e.f et à l'Union des grandes écoles. Sorti de Centrale en 1968 je me suis orienté vers l'éducation des adultes et les problèmes du sous-développement et du Tiers-monde.

«En 1969, parce que j'étais objecteur de conscience, j'ai fait un service civil dans une association d'éducation populaire. J'ai été directeur de la Maison de la promotion sociale, à Chambéry jusqu'en octobre dernier tout en militant au Parti. Si une liste d'Union de la gauche a conquis la mairie en 1977, c'est parce que les socialistes avaient construit une équipe gagnante, une équipe de «bosseurs».

— Comment envisages-tu ton «métier» de maire ?

«C'est un gros travail qui comporte plusieurs exigences : faire fonctionner une équipe, répartir, organiser, animer, impulser une politique socialiste du personnel municipal - ce qui est un problème bien difficile puisque le personnel municipal est organisé hiérarchiquement. Il faut aussi animer le débat démocratique : faire participer la population à l'élaboration des projets et à la décision. C'est ce dernier aspect qui est pour moi le plus passionnant».

— Quelle est pour toi la plus grande réussite de l'équipe municipale de Chambéry ?

«C'est sans doute l'opération de concer-



tation avec la population que nous avons mené sur le P.o.s. C'est un travail original qui a été mené sur plus d'une année. Nous avons donné aux associations de quartiers des moyens matériels et financiers pour qu'elles s'expriment sur ce problème. Une petite exposition itinérante a permis aux gens de faire directement des propositions. C'était une expérience concrète d'élaboration démocratique de l'urbanisme».

— Et l'échec le plus important ?

«Nous avions mis en place un Conseil consultatif des immigrés. Comme cette association était soumise à la loi sur les associations étrangères le ministère de l'Intérieur par l'intermédiaire du préfet l'a interdite à deux reprises. Actuellement nous en sommes au point mort. C'est un échec grave parce que le problème est important : il y a 10 000 immigrés sur 60 000 habitants à Chambéry».

— As-tu des modèles de gestion municipale ?

«Je n'aime pas répondre à cette question parce que j'ai une série de modèles ... Mais Grenoble, pour nous c'est important, on y puise des idées. Pavie aussi qui est dirigée par le socialiste Elio Veltri sur le plan de la démocratisation. Ici, j'essaie d'arriver à ce que la politique municipale devienne chaleureuse : la politique c'est aussi changer la vie».

QUESTIONS ECRITES

de Christian LAURISSERGUES
qui demande au ministre de la Culture et de la Communication sous quelle forme et dans quels délais le Gouvernement pense être en mesure de prendre en compte l'importance de l'identité culturelle régionale, à laquelle il a fait allusion sur FR 3.

de Christian PIERRET
qui demande s'il estime normal d'autoriser certains ministres ou secrétaires d'Etat à utiliser les avions du G.l.a.m pour se rendre dans des sessions de Conseils généraux.

de Michel ROCARD
qui traduit le mécontement des usagers du rail, qui ne peuvent plus transporter leur vélo par le train qu'ils empruntent eux-mêmes.

de François AUTAIN
sur l'émotion du mouvement mutualiste consécutif au projet de décret instaurant un ticket modérateur d'ordre public sur les dépenses de santé.

de Louis PHILIBERT
sur le non respect par certaines sociétés de la législation relative aux Comités d'Entreprises.

de Philippe MADRELLE
sur l'insatisfaction de la Fédération nationale des mutilés du Travail, dans le domaine de la Sécurité sociale et des assurances maladies.

de Félix CICCOLINI (au Sénat)
sur les effets négatifs des instructions tendant à interdire le vote d'un budget supplémentaire par les conseils d'Administration des centres hospitaliers.

DANS LES FEDERATIONS

Haute-Corse - Enquête ou intimidation ? La Fédération, dans un communiqué, s'élève par la perquisition effectuée dans le cadre des activités de la Cour de sûreté de l'Etat au domicile du secrétaire de la section de San Lorenzo, J-P. Vincensini. La Fédération considère en effet que cette opération, que rien ne justifiait, «revêt le caractère d'une mesure vexatoire et arbitraire» et ajoute : «la tentation peut être grande, dans certains milieux, de généraliser le précédent Vincensini pour essayer de marginaliser ceux qui gênent le pouvoir et ses représentants locaux».

J.P. Vincensini, lors des dernières législatives, avait témoigné de la fraude électorale massive de la droite (par bourrage des urnes). Il a fait l'objet, depuis, d'une série d'agressions anonymes.

Nord : François Mitterrand sera dimanche à Wahagnies. La ville célèbre ce jour là 60 ans de municipalité socialiste.

Seine Saint-Denis : A l'initiative de la Fédération, organisation le 7 décembre d'un colloque départemental «Laïcité et défense du service public d'enseignement» sous la présidence de Louis Mexandeau.

Cher : Réunion à Blois, le 17 et 18 novembre de la coordination régionale des Fédérations M.j.s du Centre - Réunion publique sur le thème «les jeunes et la cité» avec la participation des élus socialistes. Dimanche 18 à 11 h, conférence de presse sur l'action du P.s auprès des jeunes - Contact : François Gilardin - (54) 78.73.84

MENSUALISATION DES RETRAITES
Adoption de l'amendement socialiste

L'Assemblée nationale a adopté lundi par 287 voix contre 166 un amendement présenté au nom du Groupe socialiste par Joseph Franceschi et intéressant les milliers de pensionnés qui attendent en vain depuis de nombreuses années le paiement mensuel - et non plus trimestriel - de leur pension : face au revendications insistantes de toutes les organisations de retraités, le gouvernement avait promis que toutes les pensions seraient mensualisées en 1980. Or, l'an prochain, les crédits budgétaires ne permettront de mensualiser que 57 départements représentant moins de la moitié des retraités et pensionnés.

Il revient maintenant au gouvernement de présenter un amendement majorant les crédits en cause pour permettre aux services du Trésor de réaliser dès l'année prochaine la mensualisation complète.

Télé- P.S.

FRANCOIS MITTERAND INVITE DU CLUB DE LA PRESSE

D'EUROPE 1 DIMANCHE A 19 H.

Alsthom : jusqu'où veut aller le gouvernement ?

Le P.d.g d'Alsthom-Atlantique vient de démander l'évacuation de l'usine par la force publique, alors que la grève est maintenant entrée dans sa 8e semaine. Après le refus de négocier enregistré à nouveau hier par les délégués de l'Union Syndicale, les choses paraissent claires : La direction depuis 50 jours n'a poursuivi qu'un seul objectif, l'évacuation de l'usine en vertu d'une décision de justice, maintenant rendue exécutoire. Elle a toujours refusé les négociations en se retranchant derrière des arguments d'ordre financier.

La mauvaise foi éclate aujourd'hui, quand le P.d.g M. Schoultz déclare : «les négociations peuvent se mener s'il y a seulement une grève, il est extrêmement difficile de négocier quand il y a situation de contrainte. C'est ce qui a conduit ce conflit à être extrêmement long».

Ces contradictions manifestent à quel point les décisions de justice qui faisaient passer la négociation avant le recours à la force, ont été bafouées.

Les pouvoirs publics se trouvent donc confrontés à la très lourde responsabilité de faire évacuer par la force une usine de 7500 ouvriers actuellement occupée. Tout fait craindre des incidents graves si une telle décision venait à être prise. Au point où en est arrivé le conflit, trois questions peuvent être posées :

1e La passivité des pouvoirs publics qui pendant 50 jours ont permis à la direction d'Alsthom de poursuivre une politique d'affrontement, malgré le fait qu'il existe à Belfort un problème de bas salaires indiscutable, s'explique-t-elle éventuellement en vertu du plan Barre ? Sagit-il de faire un exemple en punissant les travailleurs de Belfort, pour avoir osé relever la tête ?

2e Cette extraordinaire passivité des pouvoirs publics se justifie-t-elle plutôt par des raisons politiques ? Le pouvoir tiendrait-il grief aux habitants du territoire de Belfort de n'avoir jamais fait le «bon choix» lors des élections ? Mais que reste-t-il alors de la démocratie ?

3e Une troisième question plus prosaïque : en refusant toute négociation sérieuse, la Compagnie Générale d'Electricité de Monsieur Ambroise Roux ne chercherait-elle pas essentiellement à faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'il aide à se débarrasser des Chantiers de l'Atlantique.

N'était-ce pas là le vœu exprimé il y a quelques mois par Monsieur Roux, peu de temps avant le remplacement de M. Loygue par M. Foulque à la tête d'Alsthom-Atlantique ?

Monsieur Schoultz et Monsieur Roux considèrent visiblement qu'Alsthom peut se comporter vis-à-vis des habitants du territoire de Belfort comme les seigneurs vis-à-vis des serfs au moyen-âge.

Le principe de concertation affirmé à Paris tous les jours n'a visiblement pas cours dans notre région.

Le gouvernement prendra-t-il l'écrasante responsabilité de répondre favorablement à la demande d'évacuation par la force de l'usine de Belfort, ou entendra-t-il enfin contraindre Alsthom-Atlantique à négocier ?

Jean-Pierre Chevènement

Après le voyage de François Mitterrand à Bucarest

Communiqué commun P.s français - P.c roumain

«Il a été procédé à une information réciproque concernant l'activité et les préoccupations des deux partis, ainsi qu'un échange de vue sur le stade actuel et le développement futur des relations entre le Parti communiste roumain et le Parti socialiste français, entre la Roumanie et la France, sur quelques questions concernant la situation en Europe et dans le monde, le mouvement ouvrier international.

«Une attention particulière a été prêtée aux questions européennes. On a souligné l'importance majeure que prend pour la paix et la coopération internationale, l'édification d'une sécurité réelle sur notre continent et, à cette fin, la solide préparation de la réunion de Madrid de 1980, susceptible de contribuer au renforcement du climat de confiance et de coopération et notamment, d'aboutir à l'adoption de mesures concrètes de désengagement militaire, de désarmement, sans lesquels on ne saurait concevoir la détente, la paix et la sécurité en Europe et dans le monde.

«Il a été affirmé de nouveau la résolution commune de continuer à approfondir le dialogue et la coopération entre les deux partis, ainsi que la nécessité de développer la coopération entre les partis communistes, socialistes, socio-démocrates et progressistes, dans la lutte pour les droits fondamentaux des travailleurs, de tous les peuples,

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Iran : déclaration de Lionel Jospin

«Le peuple iranien demande l'extradition du shah. Celui-ci a conduit pendant de longues années un régime répressif, sanglant, scandaleux et a dilapidé la fortune nationale iranienne. Qu'il en rende compte à son peuple nous parait normal.

«Mais le but ne justifie pas les moyens. Nous condamnons donc solennellement la prise d'otages, qu'elle soit menée par des groupes ou tolérée par un état - ce qui est pire - qu'elle vise des personnes privées ou qu'elle touche des diplomates.

«Nous condamnons cette prise d'otages comme moyen pour arriver à un but politique. D'autant que dans ces derniers mois, les autorités actuelles de l'Iran ont détenu un certain nombre de dignitaires importants du régime du Shah, hommes de la police politique, l'ex-premier ministre Hoveida. Et alors que tous les amis de l'Iran, que l'opinion nationale iranienne comme l'opinion internationale attendaient que dans des procès légaux, soit faite la clarté sur les responsabilités du régime ancien, nous avons assisté au contraire à des exécutions hâtives et donc suspectes.

«Il faut donc davantage de garanties. Et c'est certainement en respectant l'honneur et la dignité du peuple américain qui ne peut accepter la prise d'otages et aussi la dignité du peuple iranien qu'on pourra trouver une solution à la dramatique crise actuelle.

«Après tout, pourquoi ne pas envisager que ce soit dans le cadre de la communauté internationale que soit préparé un procès public du Shah d'Iran ?»

FRONT SOCIAL

• **Chez Rhône Poulenc**, à Pont-de-Claix, 2 500 salariés en grève depuis 24 jours - Toutes les négociations ont échoué, la direction n'ayant reçu du trust qu'une marge de manoeuvre de 2% de la masse salariale. On craint un jugement qui aboutirait à l'expulsion des piquets de grève.

Evolution de l'emploi

(suite de la première page)

des positions conservatrices défendues par Raymond Barre sur ce sujet, il n'y a pas lieu de s'attendre à un projet très audacieux.

Pourtant, les travaux les moins suspects de complaisance à l'égard des thèses que défendent la gauche et les syndicats - notamment ceux menés par l'I.n.s.e.e en liaison avec le Commissariat au Plan - démontrent que la réduction du temps de travail peut créer des emplois.

Point n'est besoin d'ailleurs d'avoir recours à des études sophistiquées pour s'en persuader. Un enfant de cinq ans comprendrait qu'il vaut mieux, pour la société et pour les chômeurs, «payer des gens pour travailler que pour ne rien faire». Alors, comme auraient dit les Marx Brothers, «qu'on aille chercher un enfant de cinq ans !». Il aura peut-être une attitude plus sérieuse que MM. Barre, Matteoli, Ceyrac et Chotard réunis.